



# Printemps de l'Industrie

## 21 mars 2017

A Montreuil, le 24 février 2016.

La CGT a décidé de mettre au cœur de ses préoccupations la question de l'industrie en France avec comme 1<sup>er</sup> étape la tenue d'Assises Nationales qui s'est déroulée le 22 février 2017 à la Cité des Sciences à Paris en rassemblant près de 1200 camarades.

### CETTE QUESTION EST CENTRALE DANS NOTRE PROFESSION À PLUSIEURS TITRES !

En premier lieu, l'industrie et les services publics sont étroitement liés et s'alimentent l'un et l'autre dans une dynamique pourvoyeuse de richesses et d'emplois. Les services publics répondent aux besoins d'infrastructures (énergie, eau, transports, ...), de services administratifs et de formations initiale et professionnelle nécessaires au fonctionnement des entreprises industrielles. Ainsi, ils participent à l'attractivité du territoire.

En retour, s'il n'y a pas une prise de conscience d'une politique offensive de réindustrialisation, c'est prendre le risque d'une activité économique moindre et dont le secteur des services, qu'ils soient publics ou du tertiaire, risque considérablement d'en pâtir.

Il en est ainsi de nos réseaux de transports urbains qui participent grandement à l'attractivité de nos territoires mais à la condition que des réponses concrètes, sortant des logiques financières actuelles, soient mises en œuvre pour une véritable dynamique de reconquête industrielle favorable au développement du service public de transports de voyageurs.

D'autant que le secteur industriel participe grandement au financement du Transport Urbain par le biais du Versement Transport, et le niveau des qualifications et des salaires dans ce secteur contribue à élever la masse financière tirée de celui-ci.

En second lieu, c'est que nos entreprises de transports publics sont de grandes consommatrices de biens industriels particulièrement en matériels roulants, de maintenance industrielle et d'infrastructures de transports.

Les investissements et les commandes publics alimentent une filière industrielle importante en France, avec des entreprises historiques dont le savoir-faire est important.

Or les stratégies actuelles des groupes, tel que Iveco Bus, nous interrogent sur leur capacité à répondre aux enjeux environnementaux, par le développement de bus électriques, s'ils ne sortent pas de leur logique financière actuelle de rentabilité économique immédiate.

C'est pourtant l'avenir de plusieurs milliers d'emplois directs et indirects en France !

Ce risque de déperdition du savoir-faire de cette industrie et la logique du moins disant risquent d'avoir un impact sur la qualité du matériel roulant et donc sur les conditions d'exercice avec un outil de production ne répondant pas à nos exigences de qualité et de sécurité pourtant nécessaires à l'excellence du service public.



**Nous avons donc toute notre place dans la grande journée de mobilisation et d'action nationale interprofessionnelle le 21 mars 2017 !**

**Nous invitons l'ensemble de nos syndicats à s'inscrire dans les initiatives proposées dans les territoires.**